

Communiqué de presse de la CGT Finances publiques 13 suite à l'article paru dans la Provence.

Le 22 septembre 2020 le quotidien La Provence titrait : « *Devant le centre de Sadi Carnot pourquoi la file d'attente n'en finit jamais ?* ».

Ce centre accueille les contribuables des 2ème, 3ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements, pour lesquels La Provence rappelle « où les difficultés sociales sont les plus prégnantes ».

Faisant sienne l'adage selon lequel le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas », la CGT Finance publiques 13 peut apporter des éclaircissements sur la file d'attente quasi-permanente aux guichets du centre des Finances publiques de Sadi Carnot. (C'est valable aussi pour les centres de St Barnabé ou de Prado-Borde, tous les deux situés à Marseille).

D'abord, à l'initiative de l'administration, c'est la concentration sur un point d'entrée unique de l'ensemble des contribuables des quartiers nord. La situation d'engorgement était prévisible et s'est confirmée chaque année.

Ensuite, la diminution du nombre de guichets ouverts à l'accueil du centre de Sadi Carnot comme dans d'autres centres est la conséquence d'une part des suppressions d'emplois et d'autre part d'une réorganisation du travail en interne motivée par une approche jugée non rentable et chronophage de l'accueil physique au guichet.

Ainsi, l'administration des Finances publiques des Bouches-du-Rhône a décidé de ne plus recevoir en temps réel les contribuables dont le dossier nécessitait d'être examiné en accueil « spécialisé » après le passage en accueil généraliste.

Le contribuable qui a fait la queue et qui souvent a pris une journée de congé (pour rien) n'est plus reçu en box mais renvoyé... en lui demandant soit d'appeler un numéro de nos services qui lui permettra de résoudre son problème, à défaut, un rendez-vous pourra être envisagé !

Voilà comment des décisions technocratiques font fi de l'égalité d'accès et de traitement du service public, voilà comment des économies de fonctionnement génèrent des « files d'attente qui n'en finissent jamais ».

L'administration fiscale ne s'en cache pas puisqu'elle indique aux organisations syndicales que « c'est l'offre qui crée la demande ».

Bien sûr la direction régionale des Finances publiques fait flèche de tout bois, et indique une baisse de moitié de la fréquentation à nos guichets... mais la phase de confinement y est aussi pour quelque chose !

Enfin, l'administration ose évoquer dans l'article publié par La Provence la nouvelle ouverture au public le jeudi matin... Jusqu'alors la journée du jeudi était consacrée aux tâches très utiles de gestion ou de formation et nos services étaient fermés. L'administration se garde bien de préciser que la contrepartie de l'ouverture le jeudi matin est la fermeture de l'accueil à nos guichets les lundi, mardi, mercredi et vendredi après-midi ! Quel cynisme ! En effet, la file d'attente n'en finit jamais !

Nous l'aurons compris : Bercy ne veut plus d'accueil à nos guichets au motif d'une modernisation de l'assiette et de la collecte de l'impôt. Or le prélèvement à la source génère de nombreuses demandes d'éclaircissements, tout comme les conséquences de la déclaration automatique. Les couches populaires et moyennes sont les premières à subir ce recul de service public et à Marseille c'est l'essentiel des usagers et des contribuables.

Les agents des Finances publiques sont au guichet comme face à un miroir. Qui n'a pas dans ses proches un parent, un.e ami.e qui n'a pas internet, qui ne maîtrise pas le code général des impôts, qui vient de perdre son conjoint...

A l'heure où la crise sanitaire va amplifier une crise sociale déjà majeure, le plan de relance ne concerne pas le service public.

Marseille le 24/09/2020